



A L'HÔPITAL, DANS LES EHPAD : SE MOBILISER POUR NE PAS REVENIR AU MONDE D'AVANT PARTICIPONS AUX GRÈVES ET MANIFESTATIONS DU 17 SEPTEMBRE

sante-secu-social.npa2009.org

Après un printemps éprouvant dans la lutte contre le COVID, sans protection et sans moyens suffisants, après les annonces du «Ségur» de la santé, de quoi les mois qui viennent seront ils faits dans nos établissements? c'est la question qui partout se pose en cette « rentrée ». L'inquiétude monte dans les hôpitaux et les EHPAD, alors que l'épidémie est en plein essor et que les hospitalisations repartent à la hausse.

En ce début septembre, le nombre de contaminations par le COVID explose. Les carences des moyens de dépistages pour enrayer l'épidémie laissent prévoir dans quelques jours ou quelques semaines une augmentation des hospitalisations et l'apparition de nouveaux cas dans les EHPAD. La question n'est plus de savoir s'il y aura une «deuxième vague» de patients « COVID », mais, dans quels délais, quelle sera son ampleur et quels seront les moyens les équipes pour y faire face.

Au cours des derniers mois, les personnels ont pu, un peu, récupérer. Les stocks de matériel de protection et de moyens réanimation ont été reconstitués, même si des tensions subsistent toujours. Les équipes ont surtout tiré les leçons de la dure expérience du printemps et sont mieux préparées à faire face. Mais l'été a aussi montré que, face à une recrudescence de l'épidémie dans certains départements, le système hospitalier, pouvait être, à nouveau, très vite débordé. C'est ce qui s'est produit au Centre Hospitalier de Laval (Mayenne) ou depuis le 19 Août. Les personnels du service accueillant les patients «COVID» sont en grève, rejoints par la gériatrie le 26 Août. Ils réclament des recrutements permanents pour remplacer les renforts temporaires qui leur avaient été accordés et sont repartis. La direction refuse en raison des contraintes budgétaires.

LES LENDEMAINS DU « SÉGUR »

De ce point de vue, l'accord signé à la suite du « Ségur de la santé » n'a rien réglé, au contraire.

Les augmentations de salaires, arrachées par la mobilisation des hospitaliers et de leurs soutiens, avec notamment la grande mobilisation du 16 juin sont les bienvenues. Mais le point qui était au centre des revendications : les recrutements indispensables pour permettre à l'hôpital (120 000 emplois nécessaires) et aux EHPAD (200 000 emplois) de remplir leurs missions et aux personnel de

travailler dans des conditions acceptables ne sont toujours pas là. Pire, rien n'annonce le bout du tunnel, au contraire. 15 000 emplois sont vaguement annoncés...mais sans calendrier ni financement précis. Ce qui est par contre concret et immédiat c'est l'accroissement, accepté par les signataires (CFDT, FO, UNSA), de la flexibilité, et la mise en cause, de fait, des 35h, avec à la clé des conditions de travail encore plus dégradées.

Partout la gestion comptable pure et dure reprend le dessus, tandis que les ARS et les directions poursuivent les restructurations, les regroupements et fermetures de services. Signe des priorités de ce gouvernement : le journal officiel du 4 septembre publie un décret « *relatif aux mesures d'accompagnement en cas de suppression d'emploi dans la fonction publique hospitalière* ». Pour ce gouvernement l'urgence, en cette rentrée, est d'organiser les suppressions d'emplois hospitaliers, quand il manque des dizaines de milliers de postes. Fini le temps des « héros »! le monde qu'ils nous prépare est bien celui d'avant en pire.

La seule voie qui s'ouvre aux hospitalierEs en cette rentrée, est de reprendre la mobilisation pour imposer à ce gouvernement les recrutements et les financements dont l'Hôpital Public et les services publics de santé ont besoin, en s'organisant partout dans l'unité, démocratiquement, syndiqués, non syndiqués, en coordonnant nos luttes. Ce combat rejoint celui de tous les autres salariés qui refusent eux aussi de payer la crise, alors qu'avec le plan de « relance » le gouvernement fait des chèques en blanc au patronat, sans aucun engagement sur l'emploi et sans contreparties.

Pour en finir avec les conditions de travail insupportables. Pour que l'hôpital public ait enfin les moyens de remplir ses missions.

Pour faire que la santé soit une vraie priorité dans ce pays. Pour en finir avec cette société où ce sont toujours les mêmes qui s'enrichissent et toujours les mêmes qui doivent se sacrifier.

***Participons aux grèves et aux
manifestations interprofessionnelles
du 17 septembre***